

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 13 AVRIL 2016**

CH/RT

**OBJET : N° 2.1 – ADMINISTRATION GENERALE –  
INTEGRATION RESEAUX PRIVES DANS PATRIMOINE SYNDICAL – CONVENTION-CADRE -**

L'an deux mille seize, le treize du mois d'avril à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,  
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,  
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,  
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,  
M. James BELLOT, Membre du Bureau.

Etaient absents excusés :

M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat.

M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau.

Etaient absents :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat.

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,  
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,  
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER.

**OBJET : N° 2.1 – ADMINISTRATION GENERALE –  
INTEGRATION RESEAUX PRIVES DANS PATRIMOINE SYNDICAL – CONVENTION-CADRE -**

Envoyé en préfecture le 09/05/2016

Reçu en préfecture le 09/05/2016

Affiché le

ID : 007-250700267-20160413-2016BS040018-DE

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).**

Par délibération du 13 novembre 2007, le Bureau Syndical a approuvé le principe de création d'une convention-cadre définissant les conditions de rétrocession dans le patrimoine syndical des réseaux privés de distribution d'eau potable et/ou d'assainissement ainsi que les ouvrages qui leur sont dédiés.

Par délibération du 4 février 2015, le Bureau Syndical a approuvé les termes du guide de procédure pour l'intégration de ces réseaux privés dans le patrimoine syndical, précisant notamment les conditions de conformité et d'intégration des équipements dans le cadre d'une démarche qualité afin de garantir la pérennité des ouvrages.

Aussi, afin d'actualiser et d'adapter la convention-cadre existante aux termes du guide de procédure susmentionné, il est proposé une convention-cadre modifiée, jointe en annexe, qui redéfinit d'une part, les conditions de recevabilité de la demande de rétrocession et notamment la conformité des équipements et, d'autre part, qui établit la liste des pièces nécessaires à la constitution du dossier.

Le Bureau Syndical est appelé à se prononcer sur le projet tel que présenté **en annexe**.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE cette proposition.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,  
Le Président,

Jean PASCAL



**CONVENTION**  
**DE TRANSFERT DANS LE DOMAINE PUBLIC DU SEBA**  
**des réseaux internes eau potable et assainissement**  
**du lotissement « ..... » - quartier « ..... »**  
**Commune de .....**

**ENTRE LE SEBA ET**  
**.....**

Entre les soussignés :

- Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche (S.E.B.A.), ci-après désigné «Le SEBA», dont le siège est fixé à « La Sigalière » - Les Vergnades 07110 Largentièrre, représenté par son Président, M. Jean PASCAL dûment autorisé aux présentes par délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014, **et par délibération du Bureau Syndical du 13 avril 2016.**
- La .....

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

**Article 1. Objet de la convention.**

La ..... a émis par courrier du ....., l'intention de rétrocéder au SEBA les réseaux internes eau potable et assainissement qu'elle a réalisé dans le cadre de l'aménagement du lotissement «.....», situé sur la Commune de ..... sur les parcelles affectées à la voirie interne et jusqu'en limite des lots.

La présente convention a pour objet de formaliser le transfert desdits réseaux.

**Article 2. Conditions de recevabilité de la demande de rétrocession.**

La ..... a réalisé des réseaux privés eau potable et assainissement dans le lotissement " ..... " et a proposé au SEBA, service gestionnaire des services publics d'alimentation en eau potable et d'assainissement, de les lui remettre en vue de leur intégration dans les réseaux publics concernés.

Le transfert n'est recevable que lorsque l'aménageur a transmis au SEBA le guide de procédure dûment signé, et ses annexes, adoptés par délibération du Bureau Syndical du 4 février 2015, l'aménageur notifiant à cette occasion son accord pour une rétrocession à l'issue des travaux au regard de leur conformité (art. 2 du guide de procédure). Le guide de procédure signé par l'aménageur sera annexé à la présente convention.

L'aménageur se doit de respecter les prescriptions techniques définies par le SEBA et transmettre son dossier de projet comprenant à minima le plan d'exécution dont les éléments sont précisés à l'article 3 du guide de procédure.

**Article 3. Constitution du dossier.**

Le dossier constitué, qui restera annexé à la présente convention, comprend :

- ~~le plan de récolement sous forme numérique des réseaux et ouvrages annexes de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées objets du présent transfert, à l'exception du réseau et des ouvrages de collecte des eaux pluviales qui ne relèvent pas de la compétence du SEBA,~~
- ~~le procès-verbal des essais de pression du réseau d'eau potable et le rapport d'inspection télévisé et de contrôle d'étanchéité du réseau d'assainissement qui ne font l'objet d'aucune réserve du SEBA.~~



Les pièces constituant le dossier sont précisées à l'article 7.1 du guide de procédure et resteront annexées à la présente convention. Le dossier ainsi constitué comprend notamment les plans de récolement des réseaux et ouvrages annexes de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées, objets du présent transfert, **à l'exception du réseau et des ouvrages de collecte des eaux pluviales qui ne relèvent pas de la compétence du SEBA.**

Les servitudes relatives aux réseaux et ouvrages sont établies à l'article 4 de la présente convention.

#### **Article 4. Constitution de servitudes.**

La ..... reconnaît au SEBA le droit de maintenir à demeure sur les parcelles affectées à la voirie interne et jusqu'en limite des lots, sur une largeur de trois mètres, les canalisations et ouvrages annexes de distribution d'eau potable et d'assainissement.

La ..... accorde ainsi au SEBA ou à ceux qui, pour une raison quelconque, viendraient à lui être substitué, le droit de pénétrer dans lesdites parcelles en vue de la construction, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation, ainsi que du remplacement des ouvrages établis.

La ..... s'oblige, tant pour elle-même que pour ses locataires ou acquéreurs éventuels, à s'abstenir de tout fait de nature à nuire au bon fonctionnement et à la conservation des ouvrages, et à n'entreprendre aucune opération de construction ou d'exploitation qui soit susceptible d'endommager les ouvrages.

L'établissement de la servitude ne donnera pas droit à indemnités, sauf pour les dégâts qui pourraient être causés aux biens à l'occasion de la surveillance, de l'entretien et de la réparation des ouvrages, ainsi que de leur remplacement. Ces dégâts pourront faire l'objet, le cas échéant, d'une indemnité fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

La présente servitude est conclue pour la durée des canalisations ou de toutes autres canalisations qui pourront leur être substituées sans modification de l'emprise existante.

La présente convention est soumise au timbre et à l'enregistrement. Elle doit, en outre, être publiée au Bureau des Hypothèques de la situation de l'immeuble à la diligence et aux frais de l'aménageur.

En cas de cession de tout ou partie de son domaine, La ..... s'oblige à faire **reporter** les servitudes sur chacun des actes de vente.

#### **Article 5. Conditions administratives et financières du transfert.**

Considérant que toutes les conditions sont remplies, les deux parties décident d'acter par la présente le transfert de propriété des réseaux et des ouvrages de distribution d'eau potable et de collecte d'assainissement décrits à l'article 3 pour la somme de un euro.

A compter de la date de réception de la présente convention par le service chargé du contrôle de légalité des actes du SEBA, ces réseaux seront intégrés dans le patrimoine du SEBA et auront acquis le caractère de réseaux publics.

A compter de cette même date, la ..... sera déchargée de toute obligation d'entretien et de renouvellement, le SEBA assurant alors toutes ses obligations relatives aux réseaux et ouvrages publics de distribution d'eau potable et d'assainissement. **L'aménageur devra toutefois fournir au SEBA la liste des usagers pour chacun des lots du lotissement.**

Fait en quatre exemplaires originaux  
à Largentière, le .....

Le Président du S.E.B.A.,

Pour .....

Jean PASCAL